



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs·euses de l'éducation

n°267, septembre 2023

**Prochain
Classes-En-Lutte
Octobre 2023**

CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT
des Travailleurs·euses de
l'Éducation n°267, septembre
2023

La Mauvaise Herbe

la revue de la Cnt-Éducation
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique
dédiée

sur le site <https://fte.cnt-f.org>



Préavis de grève

La CNT éducation dépose
chaque semaine des préavis
de grève pour soutenir les
mobilisations des personnels.
Ces préavis couvrent tous les
personnels au niveau local
comme national.

Ces préavis peuvent servir à
défendre des élèves menacés
d'expulsion pour défaut de
papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Vive la rentrée... sociale !

C'est la rentrée et, malheureusement, le gouvernement n'a pas pris de vacances...

Les ministres passent, les pénuries, l'autoritarisme et le management toxique, eux, sont toujours là.

Gabriel Attal annonce, le jour de sa nomination, qu'il poursuivra le « formidable travail » de Blanquer, bref, il fera du Macron renforcé. Le démantèlement de l'école est en marche accélérée. Notre ministre est encore un « start upper » biberonné à l'école privée, pétri d'idéologie libérale : la science du chaos et du chacun pour soi. Pas facile d'être un travailleur ou une travailleuse de l'éducation quand l'institution est pilotée par des gens qui portent des valeurs diamétralement opposées aux nôtres et au service public. C'est pas encore Le Pen, mais le terrain est prêt, car il est difficile de distinguer une politique éducative d'extrême-droite, d'une politique éducative de droite extrême. Mise à genoux des services publics, essorage du monde du travail par le gel des salaires sous inflation à deux chiffres en attendant une retraite qui n'arrivera plus jamais, mise au travail gratuit des chômeuses et des chômeurs, tentative de dissolution de toutes les organisations politiques et sociales dissonantes, répression de la contestation et des syndicalistes, banalisation de la surveillance de masse, chasse aux étranger·es ou à celles et ceux qui en ont l'air... n'en déplaise aux politologues de service, Macron, ce n'est pas le centre droit.

La réalité fait mentir le ministère

Les élèves n'avaient pas encore fait leur cartable mais on savait déjà qu'il manquerait 3 000 profs pour les accueillir. Une semaine après la rentrée, l'implacable réalité vient balayer les annonces publicitaires qui nous vendaient « un prof devant chaque classe à la rentrée ». Il manque au moins un prof dans la moitié des établissements. En restant à l'état d'annonce démagogique, le « choc d'attractivité » n'avait aucune chance de remédier à la pénurie. Le saupoudrage des diverses primes ne remplacera pas les hausses de traitement au moment des futures retraites et ne couvrira pas l'inflation au présent. Mais le ministre peut, en faisant abstraction du contexte, fanfaronner sur la plus haute revalorisation « depuis des décennies ». Depuis son arrivée au pouvoir, Macron a fait supprimer l'équivalent de 200 collèges. Des profs en moins, c'est aussi des classes plus lourdes, nous le savons.

Pactiser ou éduquer, il faut choisir

Cet été, les décrets installant le Pacte sont venus confirmer l'uberisation du métier d'enseignant·e.

Dans son discours de rentrée, le nouveau ministre « assume » : le Pacte « n'est pas un outil de revalorisation ». On avait remarqué. C'est un outil pour « récompenser les enseignants qui se mobilisent ». On lui rappelle que se trouver tous les matins devant une classe de trente élèves, c'est être déjà pleinement « mobilisé·e ». Dans les faits, le Pacte s'adresse aux enseignant·es qui disposent déjà des meilleures conditions de travail, car

ce seront les seul-es à trouver du temps et de l'énergie supplémentaires pour prendre de nouvelles missions.

Nous redisons que le fait d'envoyer des profs des écoles gesticuler devant des collégien·nes une heure pas semaine est inepte sur le plan pédagogique. Nous redisons que participer à des remplacements improvisés, en déléguant, au besoin, le soin à un·e AED de réciter ses propres cours est indigne sur le plan professionnel. Car c'est aussi une des « innovations » de cette rentrée : dans le secondaire, les AED pourront remplacer les profs absents. Les génies qui imaginent ce genre de « solutions » sont les mêmes qui remplissent leurs discours d'école exigeante et de restauration de l'autorité des profs. Si nous refusons le Pacte, c'est parce qu'il nous reste un peu de conscience politique et professionnelle.

Les bonnes mesures du ministère reprennent nos revendications... avec cinq ans de retard

Ne sombrons pas dans la caricature, certaines annonces du ministre vont dans le bon sens : les épreuves de spécialités du bac Blanquer sont repoussées au mois de juin et le « grand oral » est enfin débarrassé de ses cinq minutes de « projet professionnel », sinistre exercice de conformisme auto-promotionnel. Pour nous, le bac Blanquer doit intégralement être rangé dans les poubelles de l'histoire éducative. Cependant, les « ajustements » annoncés pour cette année, sont réclamés depuis cinq ans par les personnels et leurs syndicats, cinq générations de bachelier·es sacrifié·es.

Les chefs auront toujours tort !

Pour le primaire, aucune bonne nouvelle à l'horizon. Un (autre) décret de l'été vient formaliser le pouvoir des directeurs et directrices d'école sur leurs EX-collègues : « le directeur a autorité sur l'ensemble des personnes de l'école durant le temps scolaire ». La droite exulte, les profs préparent les gants de boxe ou le lexomyl. En revenant sur l'organisation démocratique et collégiale des écoles, le gouvernement enterre 150 ans de tradition (réellement) républicaine et attise les conflits entre les équipes éducatives et la « hiérarchie de proximité » qui sont déjà historiquement élevés. Cette loi Rilhac est un poison pour notre système scolaire. Elle est un outil délétère qui aboutira, sans l'ombre d'un doute, à la neutralisation du travail en équipe, à l'installation de la défiance et du ressentiment dans les relations professionnelles, au

pourrissement du climat scolaire. Fidèle à ses convictions anti-hiérarchiques et autogestionnaires, la CNT défendra toujours le pouvoir du collectif contre le pouvoir d'un·e seul·e. Les collègues qui imaginent que « ça ne changera rien » parce que leur dirlo est sympa se trompent. Les collègues dirlo devront imposer, dans la douleur, les orientations délétères du ministère aux collègues qui n'en veulent pas. La bonne volonté se désagrègera sous l'incessante usure des pressions hiérarchiques et par l'instauration du funeste clivage entre « décideurs » et « exécutant·e-s ».

Pour le reste des annonces, que du poussiéreux sauce démago : retour-aux-fondamentaux, évaluations à tous les étages (CM1 en plus) entraînant toujours plus de standardisation des méthodes favorisant le bachotage mécanique sans quête de sens, deux heures de « lecture » en CP (ce qui ne veut rien dire) et réduction de la maternelle à un entraînement pré-élémentaire avec l'évacuation insidieuse des contenus et des méthodes spécifiques aux réels besoins de la petite enfance.

Du côté de l'inclusion, le ministre flatte les AESH et les remercie en belles paroles en leur octroyant, concrètement, 60 € de plus par mois face à l'inflation. Nous rappelons que les AESH gagnent souvent moins de 1000 € par mois. Nous rappelons aussi que l'inclusion sans moyen rime, de plus en plus, avec maltraitance institutionnelle pour les élèves et les personnels.

Pour faire diversion : un éléphant rose en abaya

Pour éviter les sujets qui fâchent, le ministre a subtilement allumé un contre-feu médiatique en proclamant le torse bombé la fin de l'abaya à l'école. Tout a très bien fonctionné, les chien·nes de garde des chaînes d'info n'ont retenu que cet os à ronger. Les musulman·es servent donc encore d'exutoire.

La CNT se tiendra, pour cette rentrée encore, aux côtés des élèves dans leur diversité, de leurs familles, des personnels sincèrement engagé·es pour un service public de l'émancipation collective. Nous prendrons notre place dans les combats qui s'imposent, en choisissant toujours le côté le plus fréquentable de la barricade.

Bonne rentrée révolutionnaire !

Réduire le nombre d'élèves par classe, pas la taille des jupes !

Alors que l'école publique souffre plus que jamais du manque d'enseignants, d'effectifs surchargés et de personnels maltraités et épuisés désormais contraints de travailler jusqu'à 64 ans, le tout nouveau ministre de l'éducation nationale occupe la rentrée médiatique en affirmant vouloir interdire de port de l'abaya dans les établissements scolaires.

Cette déclaration n'est rien d'autre qu'un coup médiatique cherchant à flatter l'électorat d'extrême-droite en stigmatisant une fois de plus les élèves racisé·e·s. Si l'on demandait aux élèves et aux personnels quelles sont les principales préoccupations de cette rentrée, on peut être certains que ce n'est pas le port de l'abaya qui serait cité !

Les crispations autour de prétendues questions relatives à la laïcité sont une aubaine pour un gouvernement soucieux de s'adresser à la frange la plus raciste et réactionnaire de son électorat.

Mais nous ne sommes pas dupes ! Cette instrumentalisation de la laïcité n'est qu'un écran de fumée aux relents racistes qui oriente les réactions médiatiques pour éviter de parler des vrais problèmes de terrain (réformes, recrutement, SNU, salaires, pseudo-revalorisation...).

Car si l'on est en droit d'exiger que la religion reste en dehors de l'école, ce n'est pas en dévoyant la notion de laïcité et en stigmatisant toujours la même partie de la population que nous parviendrons à construire l'école émancipatrice et égalitaire que nous appelons de nos vœux.

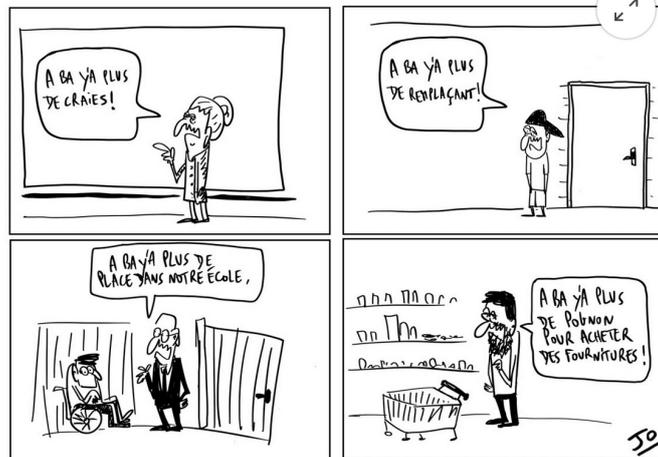
Historiquement, la laïcité, c'est avant tout et surtout la possibilité pour chacun de croire ou de ne pas croire ce qu'il veut, conformément à sa liberté de conscience, sans être inquiété pour ses options philosophiques ou religieuses ; c'est le principe de neutralité de l'État, qui ne doit favoriser et subventionner aucun culte, et

permettre à chacun de se sentir libre de ses opinions.

Mais depuis quelques années, la notion de laïcité a été « falsifiée », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jean Baubérot. A chaque fois que l'on brandit la laïcité, c'est pour stigmatiser

la minorité musulmane dont la religion est considérée a priori comme incompatible avec les prétendues « valeurs de la République ». C'est ainsi qu'une notion progressiste lors de la promulgation de la loi de 1905 devient aujourd'hui l'antichambre de la discrimination et du racisme.

L'ABAYA, UN PROBLÈME QUI GANGRÈNE L'ÉCOLE



Car si l'on y regarde de plus près, l'école française est laïque... à sa façon. Comme le montre la philosophe et chercheuse Cécile Laborde dans son livre Français, encore un effort pour être républicains, c'est une laïcité à deux vitesses qui prévaut en France. Si dans le discours aucune religion n'a droit de citer à l'école, dans les faits, ce sont surtout les élèves musulman·e·s qui font les frais de la loi de 2004 sur le port des signes « ostentatoires ». A côté de ça, il y a toujours des cours de religion (catholique) en Alsace-Moselle, et les établissements privés sous contrats rémunérés par le contribuable sont catholiques à plus de 90 %. Un vrai scandale quand on sait combien le privé est un frein à la mixité scolaire...

Alors ne nous y trompons pas : sanctionner les élèves qui portent l'abaya ne fera que renforcer la relégation sociale et exclure de l'école et du savoir des élèves qui se sentiront de plus en plus délaissé·e·s.

Attal ferait mieux de rallonger nos salaires au lieu de vouloir raccourcir les jupes !

Pour aller plus loin :

- Jean Baubérot : La laïcité falsifiée, La Découverte.
- Cécile Laborde : Français, encore un effort pour être républicains, Les éditions du Seuil.